

Question orale de Mme Katrin Jadin à Sophie Wilmès (VPM Affaires étrangères et européennes) sur "Le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul"

Katrin Jadin (MR): *Madame la Ministre, par le biais d'un décret présidentiel, la Turquie vient d'acter son retrait de la Convention d'Istanbul visant à lutter contre toute forme de violence faites aux femmes. En se retirant de la convention, la Turquie n'est soi-disant plus obligé de protéger les femmes alors qu'elle se vantait à l'époque encore avec le fait d'avoir été la première nation à signer cette convention portant le nom d'une de ses villes phares.*

Ce retrait signifie définitivement une régression dans la lutte mondiale contre les violences faites aux femmes et la hausse des féminicides que l'on doit malheureusement déplorer un peu partout. D'ailleurs, il se peut que d'autres pays conservateurs comme la Pologne, qui avait tenu des propos dans ce sens par le passé, puissent suivre l'exemple de la Turquie et également se retirer de la convention.

Même s'il est vrai que la lutte contre les violences faites aux femmes peut également passer leur propre assemblée et que la Turquie peut adopter des propres mesures en la matière, en terme de symbolique, ce retrait est tout simplement catastrophique.

Quelles conséquences sont à craindre suite à cette décision? D'autres pays 'conservateurs' pourraient suivre l'exemple de la Turquie?

Comment la communauté internationale va-t-elle réagir face à ce retrait?

Est-il prévu d'entamer des discussions avec la Turquie à ce sujet?

Quid de la sécurité des femmes sur place? D'autres moyens seront-ils mis en place pour les protéger contre la violence à leur rencontre?

Sophie Wilmès, ministre: *Madame la présidente, tout d'abord, si vous me permettez une remarque préalable, je pense qu'on ne peut pas reprocher aux collègues qui n'ont pas parlé de l'incident d'être des piètres défenseurs du droit des femmes. Celles et ceux qui ont concentré leur question sur la Convention d'Istanbul et les conséquences du retrait et qui ont décidé d'aborder la question du droit des femmes par cet angle-là ne peuvent pas être, à mon avis, suspectés de défendre moins fortement que les autres l'égalité des genres dans le monde. Il s'agit là d'un préalable absolu.*

Je pense que nous partageons tous dans cette salle la valeur de l'égalité des hommes et des femmes dans le monde, peu importe où ces hommes et ces femmes se trouvent. S'il y a bien une chose que nous ne devons pas laisser faire, c'est que la défense de ces valeurs soit une opportunité, une manière de nous diviser entre nous parce que des actions posées par des tiers peuvent nous mettre dans l'embarras.

C'est un élément sur lequel je tiens à insister.

Il est vrai que la question est abordée au niveau européen. Mme von der Leyen et M. Michel ont eu l'occasion de parler ensemble, tout comme c'est le cas de leurs services. J'imagine – je n'étais pas présente, mais ils en ont chacun fait rapport – qu'ils ont pu exprimer leur ressenti et parler des conséquences en termes d'impression que cela a pu engendrer à l'extérieur, mais

aussi au niveau des relations avec la Turquie. J'imagine également qu'ils ont discuté de la question de savoir comment faire pour que cela ne se reproduise pas dans le cadre des relations de travail, mais aussi de l'organisation des diverses institutions.

Selon moi, le plus important, c'est qu'ensemble, on fasse en sorte que cela ne se reproduise pas et qu'on ne se retrouve pas dans une situation où, en définitive, le focus est mis sur une difficulté au niveau européen plutôt que sur un travail qui devait être fait sur place par rapport aux autorités turques.

C'est unis, en défendant nos valeurs et l'égalité des genres, que nous devons agir face à des actions de tiers, en essayant, par différents biais, sinon de convaincre, en tout cas de serrer la vis par tous les moyens que nous connaissons pour tenter d'arriver à un résultat.

Permettez-moi maintenant de revenir au contenu de la Convention d'Istanbul et aux conséquences du retrait de la Turquie.

Le retrait de cette Convention est un élément préoccupant qui n'était pas souhaitable. La Belgique attache une grande importance à cette Convention. Comme vous le savez, il s'agit du premier instrument international juridiquement contraignant dans la lutte contre la violence domestique et la violence à l'égard des femmes. La Belgique encourage activement la ratification et la mise en œuvre de cette Convention depuis longtemps, et elle continuera à le faire. La promotion et la protection des droits des femmes et donc la lutte contre les violences de genre et sexuelles sont des priorités de la politique intérieure et extérieure belge.

Voor België is de ratificatie en de tenuitvoerlegging van het verdrag van Istanbul door zo veel mogelijk landen een prioriteit. We proberen hieraan dan ook op verschillende manieren bij te dragen. Hierbij wens ik erop te wijzen dat het verdrag ook openstaat voor de ratificatie van landen die geen lidstaat zijn van de Raad van Europa.

In multilaterale tussenkomsten en in onze bilaterale contacten met lidstaten van de Raad van Europa, maar ook met andere landen, bijvoorbeeld met mediterrane landen, wordt het Verdrag van Istanbul ter sprake gebracht en wordt er opgeroepen tot ratificatie of voorgesteld om goede praktijken uit te wisselen. Dergelijke uitwisselingen laten toe om in dialoog te treden en onze eigen positieve ervaringen te delen.

Het is niet gewoon een tekst die ik aflees. Elke keer dat ik collega's uit de hele wereld ontmoet, gebruik ik die gelegenheid om over dat verdrag te spreken en op onze knowhow te wijzen. We weten hoe het kan. We moeten ook ons werk doen, want ook in België zijn er problemen, dat mogen we nooit vergeten, maar we hebben de knowhow en een plan van aanpak. We zijn blij om dat te delen en dat gebeurt, meestal als ik mensen ontmoet en als de situatie het toelaat.

Ons land heeft dit onder meer gedaan bij de organisatie van een side-event in Genève eind oktober 2019 in de marge van de regionale conferentie ter gelegenheid van de 25^{ste} verjaardag van de wereldvrouwenconferentie te Beijing. In het kader van de VN Mensenrechtenraad heeft België tijdens het universeel periodiek onderzoek van Portugal, Slowakije, Noord-Macedonië, Armenië, Bulgarije en Kroatië vragen en aanbevelingen geformuleerd over het Verdrag van Istanbul.

België betreurt het feit dat bepaalde landen hebben aangegeven zich niet te willen aansluiten of zich uit het Verdrag van Istanbul te willen terugtrekken met het onjuiste argument dat het

verdrag zou zijn bedoeld om de traditionele familiewaarden te ondermijnen en lgbti te promoten. Ons land heeft hierop zowel publiekelijk als in een bilaterale demarches met gelijkgezinde landen gereageerd en streeft ernaar misvattingen uit de wereld te helpen, teneinde de ratificatie en uitvoering van dit verdrag te versnellen. België zal blijven inzetten op het bestrijden van misvattingen en het delen van onze eigen positieve ervaringen.

Comme je l'ai dit, nous regrettons vivement l'annonce du retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul et appelons, bien entendu, la Turquie à revenir sur sa décision. Cette décision est difficile à comprendre car elle met en péril la protection des droits des femmes en Turquie, et ce, sur fond d'augmentation des féminicides dans ce pays. Je rappelle également qu'il n'y a pas que la Turquie qui est concernée: regardons aussi chez nous ce qui se passe.

À la veille du dixième anniversaire de la Convention, et alors que la violence basée sur le genre a augmenté de manière significative dans le monde entier durant la pandémie, cet instrument juridique ambitieux est délibérément sapé par l'un des premiers États signataires, qui a même prêté son nom à la Convention, ce qui est assez paradoxal. En ces termes, c'est définitivement un très, très mauvais signe.

À la suite de cette annonce, je me suis immédiatement exprimée publiquement pour réitérer notre engagement en faveur des droits des femmes partout dans le monde, et j'ai soulevé cette question lors du Conseil des Affaires étrangères du 22 mars, lors du Conseil des Affaires générales le lendemain, ou encore lors d'entretiens bilatéraux la même semaine. J'en ai parlé longuement avec mon homologue allemand Heiko Maas. J'ai regretté les récentes initiatives qui conduisent au rétrécissement de l'espace pour la démocratie, la pluralité politique et l'État de droit en Turquie.

Je n'ai pas eu l'occasion d'avoir un contact direct avec mon homologue turc depuis cette annonce, mais je peux vous assurer que cette question est un thème récurrent de nos relations bilatérales avec la Turquie. Lors de ma dernière rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, j'avais d'ailleurs attiré son attention sur la situation des droits de l'homme dans son pays. Je lui ai proposé de partager les meilleures pratiques sur la ratification et la mise en œuvre de ce traité.

Nous continuerons à rappeler à la Turquie ses obligations en tant que membre du Conseil de l'Europe. Vous devez également savoir que notre ambassade à Ankara suit également la situation de près, en consultation avec la représentation de l'Union européenne sur place. Je peux également vous dire que cette dynamique suivie par les Affaires étrangères ne l'est pas que par les Affaires étrangères: je discutais informellement avec mon collègue ministre de la Justice, qui m'expliquait que lui aussi, dans ses contacts internationaux, évoquait cette question.

La Turquie ayant notifié sa décision le 22 mars à la secrétaire générale du Conseil de l'Europe selon l'article 80 de la Convention, son retrait sera effectif le 1^{er} juillet. Ce retrait a été effectué par décret présidentiel, comme vous l'avez dit, alors que la ratification de ce traité avait fait l'objet d'une approbation parlementaire. La secrétaire générale du Conseil de l'Europe, le président de l'assemblée parlementaire et le président du Comité des ministres ont publié une déclaration commune, regrettant cette mesure et le fait qu'elle n'ait pas été précédée d'un débat parlementaire.

Tijdens het Comité van Ministers van de Raad van Europa van 31 maart kwam de secretaris-generaal van de Raad van Europa uitgebreid en scherp terug op de aankondiging van de

Turkse terugtrekking uit het Verdrag van Istanbul. Ze gaf aan dat het de eerste keer is in de geschiedenis van de Raad van Europa dat een lidstaat zich terugtrekt uit een belangrijk mensenrechtenverdrag. Ze benadrukte dat de redenen die Turkije aanhaalt voor de terugtrekking foutief en misleidend zijn, daar het verdrag enkel en alleen gericht is op het beschermen van vrouwen tegen geweld en niets te maken heeft met zogenaamde *gender ideology*. Dit argument dat vaker en vaker wordt gebruikt, moet gecounterd worden met feiten.

Daarenboven gaf de secretaris-generaal aan dat het argument dat de nationale wetgeving voldoende bescherming biedt tegen huiselijk geweld, een gevaarlijk argument is. Het stelt ons collectieve systeem van mensenrechtenbescherming in vraag. Dit argument zou namelijk ook kunnen worden gebruikt om zich terug te trekken uit het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, bijvoorbeeld. Bovendien zijn in de meeste lidstaten de standaarden uit het Verdrag van Istanbul beduidend hoger dan deze in de nationale wetgeving. Daarnaast voorziet het Verdrag van Istanbul in een onafhankelijke, internationale monitoring, waar ons eigen land bijvoorbeeld vorig jaar nog zelf het voorwerp van uitmaakte. Tot slot bevat het Verdrag van Istanbul bepalingen inzake internationale samenwerking in criminele zaken. Er bestaat dan ook geen twijfel over de toegevoegde waarde van dit verdrag.

De EU-delegatie bij de Raad van Europa kwam tijdens het debat tussen met een verklaring van de Hoge Vertegenwoordiger voor Buitenlands Beleid, de heer Borrell. Daarnaast sloot België zich aan bij een verklaring van gelijkgezinde landen onder leiding van Finland, dat momenteel voorzitter is van het Comité van verdragspartijen. In deze verklaring wordt de Turkse regering er onder meer toe opgeroepen om terug te komen op haar beslissing, worden foutieve informatie en misvattingen over het verdrag weerlegd en worden alle staten die het verdrag hebben ondertekend, maar nog niet geratificeerd, opgeroepen om snel over te gaan tot ratificatie in 2021. België en een aantal gelijkgezinde Europese landen voorzien bovendien in een gezamenlijke demarche in Ankara, waarbij een soortgelijke boodschap zal worden bezorgd aan de Turkse autoriteiten. Er wordt tevens nagedacht over actie om dit standpunt onder de aandacht te brengen van de Turkse bevolking.

Wat de vraag betreft die een verband legt tussen de opwaardering van de douane-unie en de Conventie van Istanbul, heeft de Europese Raad de opwaardering van de douane-unie voorwaardelijk gemaakt aan het respect voor de mensenrechten en de rechtsstaat enerzijds en een duurzame de-escalatie in de oostelijke Middellandse Zee anderzijds.

Wat betreft de vraag over de onlangs aangenomen resolutie over een speciaal gezant voor de rechten van de vrouw, ik heb hier kennis van genomen na de goedkeuring door de plenaire vergadering op 22 april. Ik zou de aandacht willen vestigen op een aantal aspecten die onder meer aan bod kwamen in de adviezen die aan de FOD Buitenlandse Zaken werden gevraagd. Mijn collega van Ontwikkelingssamenwerking is trouwens dezelfde mening toegedaan. De bevordering en bescherming van gendergelijkheid en de mensenrechten van vrouwen zijn reeds prioriteiten in ons buitenlands beleid. Dat is heel duidelijk. De mainstream hiervan maakt ook integraal deel uit van de dagelijkse opdrachten van de FOD.

De aanstelling van een speciaal gezant houdt het risico van silovorming in en de verdediging van gendergelijkheid is het best gediend als ze een transversale prioriteit is van het hele diplomatieke netwerk. Gendergelijkheid bij BuZa gaat niet vooral naar het inzetten van tijd en middelen voor concrete initiatieven. Ik kan u in ieder geval garanderen dat onze posten, de FOD Buitenlandse Zaken en ikzelf gemobiliseerd zijn voor de verdediging van die conventie.

Je voudrais aussi évoquer la situation sur le terrain. Plusieurs organisations de la société civile turque, plusieurs barreaux et plusieurs partis politiques d'opposition ont contesté la décision de retrait devant le Conseil d'État et envisagent d'autres actions judiciaires. Selon un récent sondage d'opinions, près de la moitié de la population désapprouve la décision de retrait de la Turquie de la convention d'Istanbul et un quart de la population soutient cette décision. Le quart restant ne peut pas se prononcer en raison d'un manque de connaissance à ce sujet. Vous voyez qu'il n'y a pas vraiment d'unanimité là-dessus, c'est le moins que l'on puisse dire.

Dès l'annonce de la décision, des associations et des groupes de femmes ont commencé à protester dans un grand nombre de provinces, en particulier à Istanbul et à Ankara. Des manifestations ont lieu tous les jours, souvent malheureusement violemment réprimées par les forces de police. Les autorités provinciales ont interdit ces manifestations sous le prétexte de la pandémie covid. Plusieurs femmes qui ont participé aux manifestations ou qui ont publié des déclarations ont été arrêtées et détenues.

Sommige verenigingen vrezen dat de wet die werd aangenomen ter uitvoering van de bepalingen van het verdrag eveneens in vraag gesteld zou worden. Dit zou onvermijdelijk leiden tot een verzwakking van het wetgevend kader ter bescherming van vrouwen en een toename van het gevoel van straffeloosheid.

Madame la présidente, veuillez pardonner la longueur de ma réponse, mais je sais qu'elle vous intéresse tout particulièrement. Faire le tour des événements sur place revêt certainement de l'intérêt.

Op het terrein lijken de gevolgen van het presidentiële besluit zich reeds te manifesteren. Verschillende verenigingen melden dat vrouwen die een klacht willen indienen nog meer moeilijkheden ondervinden dan voorheen en dat politieagenten zelfs weigeren hun verklaring op te nemen. Hoewel de Turkse minister van Binnenlandse Zaken onlangs verklaarde dat het aantal gevallen van geweld tegen vrouwen in 2021 gedaald zou zijn ten opzichte van 2020, worden deze officiële cijfers sterk betwist door Turkse middenveldorganisaties.

Wat betreft gelijkaardige ontwikkelingen in andere landen, moet er een onderscheid worden gemaakt tussen landen die het verdrag reeds hebben geratificeerd, zoals Polen, en landen die het verdrag wel hebben ondertekend, maar nog niet openlijk geratificeerd, zoals Hongarije, Bulgarije en Litouwen. Momenteel zijn er inderdaad discussies in Polen over een mogelijke terugtrekking. Gevreesd wordt dat de stap van Turkije het debat in Polen mogelijks zal versnellen. Waakzaamheid voor een mogelijk domino-effect naar aanleiding van de Turkse beslissing is dus zeker geboden.

Dans mes contacts avec mes homologues européens, j'exprime justement le point de vue selon lequel le retrait turc de la Convention d'Istanbul devrait constituer un élément déclencheur pour les pays qui ne l'ont pas encore ratifiée, car c'est maintenant que le signal doit être donné.

Het is dan ook van groot belang om voor ratificatie te blijven pleiten bij de landen die het verdrag reeds ondertekenden, zoals gevraagd in uw resolutie van 14 januari. We gaan zelfs verder, door hen hierbij waar mogelijk bij te staan.

België heeft onlangs financiële steun toegekend aan een project van de Raad van Europa in Oekraïne, dat het verdrag ondertekende maar nog niet ratificeerde. Het project focust enerzijds op bewustmaking en sensibilisering inzake het Verdrag van Istanbul en biedt anderzijds technische bijstand om de nodige veranderingen in het wetgevend en institutioneel

kader van Oekraïne te realiseren. We onderzoeken ook de mogelijkheid van soortgelijke projecten elders.

Comme vous le savez, la Commission européenne entretient un dialogue régulier avec les États membres sur ces questions, en particulier avec ceux qui - telles la Pologne et la Hongrie - sont déjà soumis à des procédures en matière d'État de droit. Dans ce cas, elle suit étroitement les développements nationaux, notamment au moyen de la procédure "article 7". Le rapport annuel sur l'État de droit, publié en juillet, constitue un autre instrument.

La Belgique soutient les efforts de la Commission et son approche fondée sur le dialogue. Comme je vous l'ai indiqué, nous nous exprimons régulièrement dans les enceintes du Conseil pour dénoncer les atteintes aux droits humains, notamment aux droits des femmes. Nous ne manquerons pas de réitérer nos positions à cet égard.

La Convention d'Istanbul est également ouverte à l'adhésion par l'Union européenne dans son ensemble, qui l'a signée le 13 juin 2017. La Belgique a exprimé son soutien à une adhésion de l'Union européenne, fondée sur ses compétences larges. La prochaine étape, à savoir la ratification proprement dite de la Convention, requiert l'adoption d'une décision du Conseil après approbation du Parlement européen. Le 9 juillet 2019, celui-ci, fervent supporter de l'adhésion à la Convention, a introduit une demande d'avis auprès de la Cour de justice de l'Union européenne afin de vérifier la compatibilité de la proposition de décision autorisant la conclusion de cette Convention avec le droit primaire européen, au titre de l'article 218.11 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Dans l'avis que l'avocat général a rendu le 11 mars dernier, il conclut à la compatibilité de la décision de l'Union visant à ratifier la Convention d'Istanbul avec les traités européens, rejoignant ainsi la position de la Belgique entendue à l'audience. Les institutions attendent pour le moment l'arrêt de la Cour de justice sur la demande d'avis, avant de poursuivre la procédure.

Ik beantwoord nu de vragen over de stand van zaken inzake de betrekkingen tussen de EU en Turkije, de resultaten van de meest recente Europese Top en het bezoek van de voorzitter van de Europese Commissie en de voorzitter van de Europese Raad in Ankara op 6 april 2021.

De EU verwelkomt de de-escalatie en de meer constructieve houding van Turkije, maar verwacht ook dat ze duurzaam en onomkeerbaar is. Ook wensen wij dat Turkije een constructieve houding aanneemt in de VN-onderhandelingen over de Cypriotische kwestie en in de gesprekken met Griekenland over de maritieme afbakening in de oostelijke Middellandse Zee. Bovendien is een verbetering van de situatie inzake mensenrechten en democratie een voorwaarde voor de nieuwe dynamiek in de relaties.

Voorts engageert de EU zich ook om te blijven bijdragen aan de opvang van vluchtelingen in Turkije, maar ook in Libanon en Jordanië, buurlanden van Syrië, die alleen heel grote groepen vluchtelingen opvangen. Daarover kan binnenkort een voorstel worden verwacht van de Europese Commissie.

De Europese staten en regeringsleiders zullen de betrekkingen met Turkije opnieuw evalueren tijdens de Europese Raad van juni 2021. Indien, en enkel indien, de positieve tendensen in de betrekkingen zich bestendigen en verduurzamen, tonen de staten en regeringsleiders zich bereid een concrete positieve agenda uit te werken inzake handel, met een betere werking van de douane-unie, waarbij ook Turkije alle engagementen moet nakomen, alsook nieuwe gesprekken over een mogelijke modernisering ervan.

Ook de herneming van een aantal politieke dialogen over onderwerpen van gemeenschappelijk belang, zoals gezondheid, klimaat, strijd tegen het terrorisme, internationale vraagstukken met betrekking tot de regio, is dan mogelijk. De verwachting is immers dat Turkije opnieuw meer dialoog voert over samenwerking met de EU over een aantal regionale kwesties van gemeenschappelijk belang, zoals onder meer de situatie in Libië. De Europese Commissie wordt, ten slotte, gevraagd pistes uit te werken voor een betere mobiliteit en betere intermenselijke relaties tussen de burgers van de EU en Turkije.

De ontmoeting tussen de Turkse president, de voorzitter van de Europese Raad en de voorzitter van de Europese Commissie verliep dan ook strikt binnen het afgesproken kader. De EU biedt een stapsgewijze, proportionele en onomkeerbare positieve agenda aan waarbij ook mensenrechten en de rechtsstaat integraal deel uitmaken van de voorwaarden voor een duurzaam engagement in Turkije.

Er waren veel vragen, daarom ben ik lang aan het woord geweest. En zoals jullie zien is de kwestie Turkije heel breed. Ze heeft op vele onderwerpen betrekking, die allemaal samenhangen.

Katrin Jadin (MR): Madame la ministre, je vous remercie pour cette réponse encore une fois très circonstanciée.

Une petite remarque préalable à mes chères collègues ici qui s'étonnent, s'offusquent, etc. Je peux parler pour moi toute seule, mais aussi pour le groupe MR. Je n'ai aucune leçon à recevoir ni de vous madame Van Bossuyt, ni de vous madame Ponthier, en ce qui concerne l'égalité en matière de droits des femmes, de l'égalité des genres et des progrès nécessaires à ce sujet, y compris au niveau international. Ensemble, avec mes collègues du Mouvement réformateur, nous nous battons depuis des années, y compris par rapport à l'évolution très inquiétante des droits humains, en particulier des femmes en Turquie.

Je suis fière d'une délégation que j'ai menée en Turquie sous la législature précédente, avec laquelle nous avons eu la chance et la possibilité d'actionner le levier de la démocratie parlementaire. Cela nous permet parfois aussi à nous, parlementaires, de prendre nos responsabilités là où elles se trouvent. Elle nous permet de rencontrer les responsables là où ils sont, à savoir en Turquie pour les représentants de la société civile, ainsi que pour les représentants des organisations féminines qui se battent au jour le jour et qui se battaient déjà alors que la Turquie était encore partie prenante à la Convention d'Istanbul. Nous regrettons amèrement que ce ne soit plus le cas. Tous ensemble, nous avons d'ailleurs développé et travaillé à une résolution qui, je pense, a même été votée quasiment à l'unanimité pour remettre vraiment ce sujet au centre de nos discussions et de notre attention.

Madame la ministre nous a encore bien expliqué que cela faisait partie intégrante et de manière transversale des politiques que mènent les Affaires étrangères. De même, cela a trait à la coopération au développement et au secrétariat d'État de Mme Schlitz, notamment. C'est important d'agir et d'agir d'une voix. Je ne pourrai jamais accepter qu'on critique la possibilité, qui doit être la nôtre en tant que Belges membres de l'Union européenne, de devoir continuer à parler d'une voix pour défendre tous ces sujets très importants.